

1. Projet révolutionnaire

La tâche des communistes est d'impulser un processus révolutionnaire qui renverse le système capitalisme et détruit les rapports sociaux, économiques et culturels actuels. Marx affirmait que « Le communisme est le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses », donc nous sommes les personnes réelles qui luttent pour l'abolition de l'état actuel des choses. Les communistes sont conscients en effet, du fait de l'étude des conditions matérielles du développement des rapports de production, qu'il n'y a pas d'autre issue pour dépasser les contradictions de classe intrinsèques à la société capitaliste. De ce fait, nous constituons l'avant-garde politique de la classe la plus exploitée et la plus organisée : la classe ouvrière et ses alliés (paysannerie, petit artisanat, petits fonctionnaires), qui ont intérêt au renversement du capitalisme.

Organisation de jeunes, nous ne faisons pas du « jeunisme » : nous organisons le combat révolutionnaire de la jeunesse comme catégorie spécifique mais sans jamais oublier les rapports de classe qui la traversent. Nous organisons ainsi la jeunesse prolétaire en fonction des lieux d'étude et de travail : lycées, universités, centres de formation technique, entreprises.

Eléments de tactique

Les syndicats

La tâche des communistes est de s'implanter dans les syndicats de masse, même potentiellement réactionnaires (qui se contentent de pratiques de négociation et de compromis de classe), et prendre leur direction afin de ne pas laisser les ouvriers face aux déviances opportunistes.

Nous devons favoriser la syndicalisation des chômeurs et des précaires, puisque le chômage est créé par le capitalisme et constitue l'armée de réserve du patronat. Celui-ci instrumentalise les chômeurs et les précaires pour dégrader les conditions de travail et instaurer une logique de concurrence (guerre entre travailleurs de différents statuts). De même, nous devons favoriser les alliances avec les syndicats des retraités, cibles d'attaques violentes de la part du capital, qui traite la retraite comme un coût et les retraités comme des privilégiés, instaurant ainsi une logique de guerre intergénérationnelle entre aspirants travailleurs, actuels travailleurs et anciens travailleurs.

Conseils et pouvoir ouvrier

Lors des processus révolutionnaires, des nouvelles formes d'organisation de la lutte de classes apparaissent en dehors du parti et du syndicat. Ces institutions sont de nature politique et économique (soviets, conseils ouvriers, comités d'usine) : notre tâche est de rendre hégémoniques nos mots d'ordre en leur sein, afin que ces organes deviennent l'embryon d'un contre-pouvoir révolutionnaire.

Nous travaillons ainsi au développement d'un gouvernement parallèle de pouvoir ouvrier, qui devra remplacer les institutions bourgeoises par des institutions révolutionnaires. Nous travaillons à la constitution, l'impulsion et la fédération de conseils ouvriers, basés sur les lieux de production et en mobilisation constante.

Les institutions bourgeoises

Nous devons différencier le parlement et le gouvernement. En ce qui concerne les parlements, nous devons définir les critères de notre participation en fonction des conditions matérielles et des intérêts de la classe ouvrière. Nous ne devons pas céder aux compromis avec les partis bourgeois et devons proposer des mots d'ordre révolutionnaires.

S'il peut y avoir un intérêt à rentrer au parlement, il n'y en a aucun à faire partie du gouvernement. Notamment lors des élections présidentielles, il serait une erreur de vouloir prendre le pouvoir par le haut par la démocratie bourgeoise. Puisque nous combattons la social-démocratie qui trahit la classe prolétarienne, nous combattons l'illusion de croire que par la démocratie bourgeoise nous obtiendront autre chose qu'un arrangement du capitalisme et sa moralisation.

La seule exception à l'entrée des communistes au gouvernement est la situation d'union nationale contre l'ennemi fasciste, où le rôle des communistes doit être celui de la défense la plus ardue contre le fascisme et l'imposition des tactiques révolutionnaires au sein du gouvernement d'union nationale. Cependant, nous ne rentrons pas dans ce type de gouvernement sous les conditions de la classe bourgeoise ; nous y rentrons quand nous pouvons faire valoir nos intérêts de classe. Encore dans le cas de gouvernement d'union nationale, les communistes doivent toujours garder comme but l'insurrection armée et préparer les masses pour lutter contre les causes du fascisme, qui sont dans notre propre pays.

La violence

La violence est partout. Le capitalisme est un système nécessairement violent : il a besoin, pour survivre, à la fois de la violence physique (répression à l'intérieur, impérialisme à l'extérieur) et de la violence de classe (légitimation des violences patronales de tout genre).

Quelle place alors pour la violence physique et pour la violence de classe dans le combat des communistes ? La classe bourgeoise ne laissera jamais se développer un mouvement révolutionnaire qui remette en cause ses intérêts et sa domination. Nous serons obligés d'utiliser des formes de violence. Nous prônons une violence de classe, dont la grève est un pilier. Par contre, nous dénonçons l'utilisation de formes de violence individuelle dans le combat révolutionnaire : assassiner un patron, organiser des attentats, détruire les outils de production, n'affecte en rien le capitalisme en tant que système.

Le parti communiste a le devoir de donner les armes théoriques et physiques pour la lutte de la classe ouvrière.

Eléments de stratégie

Les principes de l'économie socialiste

Nous luttons pour la socialisation des moyens de production, de distribution et de communication : cela signifie la disparition progressive, mais résolue et complète, de la propriété privée des moyens de production, de distribution et de communication (la socialisation ne s'applique pas à la propriété d'usage). Nous luttons pour la création d'une banque unique centrale suite à la socialisation de toutes les banques.

Afin de rompre avec la pensée bourgeoise qui valorise le travail intellectuel par rapport au travail manuel, dans le socialisme les salaires seront fixés selon plusieurs paliers franchissables grâce à plusieurs critères : par exemple, l'apport du travail à la collectivité, la pénibilité du travail, l'ancienneté du travailleur, le nombre d'années de formation du travailleur, etc. Nous prônons ainsi la sortie du travail de sa vision marchande pour promouvoir la vision sociale du travail. L'avènement d'une nouvelle forme révolutionnaire d'organisation du travail que donne le socialisme doit être forcément couplé à la réalisation d'un système de sécurité sociale qui aide les travailleurs à la reproduction totale de leur force de travail et à éliminer tout facteur de risque dans la vie et dans le travail. Ce système devra être uniquement financé par les cotisations sociales, c'est-à-dire un salaire socialisé et nationalement défini qui financera toutes les infrastructures et services publiques - qui auront pour obligation d'être gratuits et ainsi seront la matérialisation de la solidarité de tous les travailleurs -. C'est par le salaire socialisé, et donc par l'extension de la gratuité, que des germes de communisme naîtront dans le socialisme.

L'État

Lors de la dictature du prolétariat qu'est le socialisme, la machine de l'État est récupérée par la classe ouvrière via ses institutions révolutionnaires – et par l'action hégémonique du parti communiste en leur sein – et se tourne contre la bourgeoisie. La forme la plus avancée de la démocratie qu'est le centralisme démocratique est appliquée au sein de l'État socialiste.

La dissolution de la police et de l'armée se fera par un processus progressif qui s'accompagnera de leur remplacement par des milices populaires, en opposition également à toute logique de professionnalisation.